
L'impossible transition démocratique dans l'ex-Yougoslavie

Catherine Lutard

*"Qui n'a pas de mémoire
n'a pas d'avenir"*

Primo LEVI

Avec la chute du bloc communiste, l'Occident a l'impression d'avoir "gagné une bataille", menée depuis plus de quarante ans. Pendant des décennies on a préféré croire en Occident, que les sociétés communistes étaient statiques¹, que rien ne bougeait, que ces sociétés étaient "congelées". Mais à regarder toujours le haut de la pyramide, qui elle était effectivement condamnée à se reproduire, on oubliait de regarder la société se lézarder, se fissurer, et la résistance civile se mettre en place, petit à petit. L'euphorie occidentale liée à la chute du mur de Berlin et à la dislocation de l'empire soviétique et de ses pays satellites a disparu. Les pays ex-communistes sont en perpétuel bouleversement.

On est désormais loin des lendemains qui chantent: une situation économique catastrophique avec un chômage énorme, une inflation galopante à plusieurs décimales, une rupture du tissu social, une augmentation de la criminalité et du trafic de drogue, une explosion de mouvements nationalistes avec, dans certains cas, des conflits ethniques meurtriers, une faiblesse de la société civile et des institutions démocratiques, une imbrication des revendications avec des risques d'extension... bref, un bilan peu séduisant!

Certains estimaient qu'avec l'installation du pluripartisme politique et des élections tant réclamées, la démocratie allait être évidente puisque

seul le monopartisme aurait été le principal fléau de ces pays du socialisme réel. Et pourtant... Pourquoi ces pays anciennement communistes n'arrivent-ils pas à mettre en place des Etats stables et démocratiques? On parle de situations transitoires et d'un passage forcé vers la démocratie; mais s'agit-il vraiment de démocratie? Et si les pays ex-communistes étaient en train de créer de nouveaux systèmes autoritaires?

Prenons le cas de la Yougoslavie et analysons quelques uns des éléments qui empêchent la société yougoslave² de devenir démocratique.

Les intérêts géostratégiques étrangers

De par sa situation géographique, la Fédération yougoslave a joué un rôle d'arbitre entre l'Est et l'Ouest. Quand les accords de Moscou en octobre 1944 partagèrent les Balkans, Churchill et Staline firent de la Yougoslavie une zone "neutre": 50% pour la Grande-Bretagne, 50% pour l'URSS. Par là-même, sa souveraineté et sa stabilité dépendaient non seulement des forces politiques, économiques et sociales internes à la Fédération, mais aussi des puissances étrangères. Avec la fin de la guerre froide et le nouveau partage du monde, la neutralité de fait de la Yougoslavie va s'estomper et des Etats vont se situer par rapport au maintien ou à la disparition de la Fédération.

L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie — toutes deux nostalgiques de l'empire austro-hongrois —, le Vatican sensible au sort de ses coreligionnaires³ et l'Italie soucieuse de surveiller l'Istrie et particulièrement la région slovène annexée en 1945 à ses dépens, ainsi que la partie de Trieste passée sous administration yougoslave, vont apporter leur soutien à la Slovénie et à la Croatie, cautionnant ainsi une politique de démembrement. Pour l'Allemagne, la côte adriatique (la Croatie possède environ les trois quarts des côtes yougoslaves) représente une ouverture sur le monde méditerranéen et par conséquent vers le Proche et le Moyen Orient. La monnaie allemande représente la monnaie forte (celle utilisée dans les tractations commerciales et au marché noir) de l'Est et de l'espace yougoslave. La stratégie allemande est ainsi implicitement, la remise en cause des découpages du traité de Versailles.

Les Etats-Unis et la Russie vont être fermement opposés au démembrement de la Yougoslavie pour des raisons qui tiennent à leur sécurité et à leur influence dans cette partie tant convoitée des Balkans. Les premiers vont se présenter comme le nouveau gendarme international. Les seconds vont garder un œil sur cette région reliant Orient et Occident, symbole de l'orthodoxie et de la slavité .

La Grande-Bretagne et la France (alliée historique de la Serbie), vont être, au départ, réticentes à la dissolution de la Yougoslavie. Cependant, leur politique va vite s'aligner sur celle des Allemands, principaux meneurs de la politique des Douze sur la question yougoslave⁴. En 1991, la France va ainsi accepter le principe d'une reconnaissance rapide (et prématurée) des républiques de Croatie, de Slovénie et de Bosnie-Herzégovine. Quelle hypocrisie de la part des dirigeants français de l'époque qui, maintenant deux ans plus tard, dénoncent le rôle de l'Allemagne et du Vatican dans "l'accélération de la crise en ex-Yougoslavie".⁵

Hostiles également au démembrement, la Bulgarie et la Grèce ont adopté une politique prudente, tout en s'intéressant de près à la Macédoine en quête d'une reconnaissance internationale. Si la seconde s'oppose à une reconnaissance de la Macédoine à cause de son nom, toutes deux nient l'existence de la nation macédonienne.

Tout comme la France et la Grande-Bretagne mais pour des raisons différentes, les pays arabes et les autres pays musulmans vont au départ s'opposer au démembrement de la Fédération puis, constatant l'irréversibilité du processus, vont soutenir officiellement leurs coreligionnaires de l'ex-Yougoslavie. Une compétition va s'engager entre l'Iran et la Turquie qui, par ailleurs, se disputent aussi les nouvelles républiques musulmanes de l'ex-URSS.

On peut se demander si, réellement, l'Occident a fait tout son possible pour aider au développement des forces démocratiques dans l'ex-Yougoslavie. En reconnaissant des républiques de la Yougoslavie socialiste, la communauté internationale n'a pas reconnu les citoyens de la Yougoslavie, mais des communautés nationales homogènes. De plus, elle a reconnu la légitimité "démocratique" de forces politiques réactionnaires (comme l'Union démocratique croate de Franjo Tudjman en Croatie).

Contrairement à ce qu'elle a fait dans d'autres pays, la communauté internationale n'a financé ni les journaux d'opposition, ni les radios libres, ni les partis d'opposition. Dans la même perspective, on peut s'étonner de l'absence de tout soutien occidental à Milan Panic, candidat aux élections de décembre 1992 à la présidence serbe et principal adversaire de Slobodan Milosevic.

La nature du système antérieur

Josip Broz Tito était considéré comme un dieu. Sa mort, le 5 mai 1980, a plongé le pays dans le deuil. Les foules se pressaient, le jour de son enterrement, les yeux rougis et larmoyants, pour lui rendre un

dernier hommage. Mais ce qu'il faut voir, c'est que Tito n'était pas seul, et le culte de sa personnalité ne reposait pas uniquement sur lui-même. Un chef domine parce qu'il met en place un système complexe avec des contraintes, mais aussi des avantages pour son entourage, ainsi que pour son peuple. La diffusion des responsabilités et la parcellisation de l'autorité qui caractérisaient le régime titiste vont rendre possible l'élaboration et l'installation d'un système complexe de domination.

Des questions centrales liées au fonctionnement de l'Etat ont été évacuées de la réflexion et de la discussion. On ne parlait pas des bases du système yougoslave et de ses éventuelles modifications. Le système aurait figé toutes choses, et la population aurait été, pour ainsi dire, "congelée". Pourtant, la société yougoslave était soumise en apparence, légitimatrice en réalité. La population en effet, a participé au système mis en place depuis 1945 et l'a, par conséquent, légitimé puisque ce dernier n'a pas fonctionné que sur des bases répressives⁶. Le système titiste se légitimait lui-même au nom d'une doctrine marxiste-léniniste, d'une guerre de libération indépendante (sans aide étrangère), d'une résistance à l'hégémonie soviétique, d'un système économique original (l'autogestion) et de la résolution des questions nationales. Au pays du socialisme réel, l'Etat est surpuissant et la lourde bureaucratie est omniprésente. Il y a domination du parti (La Ligue des Communistes de Yougoslavie, SKJ) et de la bureaucratie. Tout est décidé au nom du prolétariat, de la classe ouvrière (radnicka klasa) et de l'autogestion. Le discours officiel cherchait à présenter une symbiose entre la classe ouvrière et l'Etat. En réalité, cet Etat qui contrôle, mobilise, se perpétue, élimine toute opposition, cloisonne pour mieux contrôler et manipuler, est autoritaire mais concède des droits et encadre la société, la protège, lui assure les besoins sociaux et économiques de base. On observe une dépendance complète entre l'individu et l'entreprise, la société, l'Etat, ce qui a pour conséquence l'absence de responsabilité, de prise de décision, de maturité sociale et politique, de prise de conscience, de remise en cause du rôle de chacun dans le système en place. Il y a soumission tacite des différents groupes sociaux qui ont besoin d'être protégés.

L'équipe titiste n'avait pas mis en place un gouvernement de participation démocratique. Le souci premier de l'élite politique était de légitimer le pouvoir dirigeant. Pourtant, la façade était fissurée et ceux qui le voyaient, étaient exclus de la grande maison du parti⁷. Il fallait pourtant réformer les structures politiques et sociales car, sans restructuration, le système était voué à l'étouffement, à l'implosion. Bien sûr, il est facile, a posteriori, de spéculer sur les mesures qui auraient dû être prises. On peut toutefois être critique quant à l'absence de règles démocratiques dans le système yougoslave. La mise en place d'un système politique pluraliste fondé sur des différences idéologiques (et non nationales comme ce qui s'est développé par la suite) aurait aussi

permis (aussi car interviennent également des réformes économiques et un système d'éducation commun à tous les peuples tout en respectant les différences) la mise en place d'un tissu social yougoslave, d'une société civile yougoslave⁸. La possibilité d'une auto-réforme du système a perdu sa crédibilité, petit à petit.

La situation économique

Aucune république de l'ancienne Yougoslavie n'est en mesure de mettre en place, du jour au lendemain, un nouveau système économique, pas même la Slovénie qui écoulait 30% de sa production vers les autres républiques et qui, actuellement, et dont l'économie est en train de disparaître sous la houlette allemande et autrichienne (plus de la moitié des capitaux bancaires sont autrichiens, plus de 40% des investissements sont allemands). La désintégration de la Fédération yougoslave a entraîné une rupture totale des flux économiques entre toutes les républiques (même si la Croatie et la Slovénie conservent quelques relations assez succinctes) auparavant liées et dépendantes les unes des autres.

Les républiques de l'ex-Yougoslavie connaissent une désintégration des structures économiques préexistantes et il est plus facile et plus rapide de détruire des infrastructures que d'en reconstruire de nouvelles. Avec son économie sous-développée, l'ancienne Fédération est sur la voie de la tiers-mondisation, et chaque république se replie sur elle-même, sans contact les unes avec les autres. Outre l'absence de tout programme économique clairement défini, la succession de la Fédération yougoslave n'a pas été réglée et de nombreuses questions restent en suspens. Les plus importantes sont les suivantes:

- le recensement et le partage des biens communs, à savoir le matériel militaire (qui a été réquisitionné par la nouvelle armée serbe), les biens immobiliers des services publics en Yougoslavie et à l'étranger, les avoirs non payés à l'étranger, les réserves en or et devises ;

- le problème des retraités de l'administration fédérale et de l'armée (ces derniers connaissent des situations douloureuses, particulièrement en Croatie, où ils ne peuvent pas obtenir la nationalité croate s'ils ne sont pas nés sur le sol croate et ne perçoivent par conséquent aucune indemnité); qui doit les payer puisqu'ils ont servi la Fédération et que celle-ci n'existe plus ?

- le problème des droits des invalides de guerre de la seconde guerre mondiale: qui va leur assurer leur retraite?

- le problème de la propriété sociale⁹ qui appartient à chaque Yougoslave et non pas seulement aux habitants de telle ou telle

république. A l'heure actuelle, les infrastructures d'une république implantée sur le territoire d'une autre ont été réquisitionnées par la république d'accueil;

— le problème de la restitution des biens immobiliers tombés sous la coupe de la "propriété sociale" en 1945. Qui sont les propriétaires et à qui ces biens doivent-ils être restitués?

— le problème de la privatisation de l'industrie et de l'agriculture.

Autant de questions sans réponses qui n'ont même pas été abordées par les dirigeants politiques. Dans cette situation de guerre, leurs préoccupations prioritaires sont ailleurs...

La mise en place de systèmes autoritaires

Sans nier les différences de structures étatiques entre les républiques de l'espace yougoslave, il est possible de brosser un tableau général même s'il est vrai que l'autoritarisme soit moins développé dans une république comme la Slovénie ou encore la Macédoine que dans les autres. Dans l'ensemble, il n'existe pas de traditions démocratiques car tout a été obtenu (ou perdu) par des guerres ou des insurrections. Actuellement, peu de signes permettent de conclure à un apprentissage des rouages de la démocratie. Au contraire, on observe plutôt une réelle fascination pour des réformes étatiques autoritaires, voire pour des modèles autoritaires du passé comme la monarchie pour les Serbes et l'Etat fasciste oustachi pour les Croates¹⁰. De fait, on est en train de passer d'un autoritarisme à un autre dans une sorte de continuité. Le nationalisme post-communiste¹¹ va reprendre une grande partie des traditions de la société appelée à tort "communiste" qui elle-même était censée remplacer la société traditionnelle patriarcale. Dans tous les cas, l'Homme n'existe pas en tant qu'individu ou en tant que citoyen. Il est toujours intégré à une communauté plus large: la communauté familiale patriarcale traditionnelle ou la société communiste ou le groupe ethnique. Dans les trois situations, l'Homme appartient toujours à une société englobante qui le protège et le rassure mais en contrepartie le plonge dans l'anonymat. Par conséquent, les dirigeants politiques, quels qu'ils soient, vont reprendre les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs. Les partis politiques qui se targuent d'un changement idéologique conservent à peu près tous les mêmes vieilles méthodes stalinienne, antidémocratiques. En fait, les cadres du socialisme réel entendent bien contrôler les changements, si changement il y a.

Les responsables politiques essaient de convaincre la population que seule une reprise en main musclée du système peut restructurer la société. Il y a dérive vers un système autoritaire¹². Les dirigeants

dramatisent une situation afin d'apparaître comme les détenteurs d'une solution susceptible de la stabiliser. L'utilisation de l'idéologie nationaliste s'est vite concrétisée par la déstructuration de la société et des acteurs sociaux. Pour arriver à leurs fins, les leaders politiques ont le monopole du pouvoir et utilisent une propagande de type moderne basée sur la domination des médias. Ils se sont appropriés le capital politique: ils contrôlent les organes étatiques, la machine bureaucratique, les appareils idéologiques d'état et les appareils répressifs (armée, police, justice). Avec des économies exsangues (inflation de 30% en février 1993 en Croatie et de 400% en juillet en Serbie, diminution de la production et du commerce, diminution drastique du pouvoir d'achat, chômage...); les capitaux investis dans la guerre font cruellement défaut tandis que des sacrifices sont demandés à la population.

Les responsables politiques, insistant sur la difficulté de leur tâche, appellent les populations à les soutenir pour résister aux ennemis et aux pressions internationales (l'exemple est particulièrement significatif en Serbie). C'est une sorte de chantage. Et pourtant, on peut penser que les dirigeants cherchent à tirer profit de la situation actuelle et asseoir leur position sociale et économique (par l'acquisition, entre autres, de biens immobiliers). Le fossé s'élargit, de jour en jour, entre d'un côté une population de plus en plus pauvre et de l'autre des dirigeants et une nouvelle classe de possédants. Tout porte à croire qu'actuellement, les organisations appelées para-militaires ne le sont plus, mais sont au contraire parfaitement intégrées à la stratégie des pouvoirs en place. Elles servent de paravent à la violence militaire des armées officielles et représentent des alliés précieux. Elles sont chargées des actions les plus brutales, les plus barbares, et possèdent une grande liberté de manœuvre. Leurs chefs appartiennent à une classe privilégiée qui cherche, avant tout, à développer ses propres intérêts.

Sur le plan politique, le pluralisme est plus formel que réel et presque toutes les valeurs d'importance renvoient à un populisme nationaliste. Les principales forces politiques sont représentées par: 1) les membres actifs de l'ancien régime communiste qui n'hésitent pas à propager la paranoïa nationaliste; 2) les groupes estimant avoir été opprimés par l'ancien système et qui ont une revanche à prendre (la classe paysanne, les professions libérales, les petits entrepreneurs, etc); 3) les clergés (orthodoxe, catholique, musulmane) qui se présentent comme les gardiens d'une nationalité spécifique ou d'un peuple particulier.

Les discours de nombreux partis politiques sont uniquement construits sur des bases affectives et passionnelles. Le contenu de leurs programmes reste flou et imprécis, ce qui permet une adhésion quasi totale de la communauté à laquelle appartient le leader. Aucune réflexion constructive n'est entreprise tandis que la critique du passé communiste permet de faire l'unanimité. On se contente de rejeter en bloc les concepts d'hier. Quant aux valeurs humaines comme la tolérance, la

bonté ou le respect de l'autre, elles ont disparu. Ceux qui dominent ont mis en place tout un appareil répressif fondé sur la violence psychique (filature, campagnes de presse hostiles, jurons, licenciements, coups de téléphone anonymes) ou physique (enlèvement, persécution, explosion des habitations, assassinats, etc). Le résultat est terrible: les relations sociales n'existent plus; elles ont été comme dissoutes et la vie humaine n'est plus une valeur en soi.

Des Etats autoritaires se mettent donc en place avec un contrôle total de la société, la création d'espaces ethniquement purs et la mobilisation de la population contre un ennemi omniprésent. La société civile est privée de tout espace politique (avec quelques exceptions en Slovénie) et le système de valeurs qui existait est remplacé par la référence à une identité nationale réductrice et exclusive aux contours flous. Il n'existe aucune volonté de construire un dialogue social. La liberté d'expression est bafouée et toute critique contre le gouvernement en place est assimilée à une critique contre l'Etat qui ne peut donc venir que de traîtres à la nation.

La transition démocratique semble donc impossible pendant encore longtemps.

Catherine Lutard est sociologue-chercheur (Paris) et collaboratrice scientifique à l'Université libre de Bruxelles.

Notes:

- 1 Les quelques analystes qui font exception à cette règle de description d'un système totalitaire fort, comme par exemple Moshe Lewin avec son analyse remarquable de l'Union soviétique, n'ont pas été entendus. (Moshe Lewin: *La formation du système soviétique*, Gallimard, 1987).
- 2 Le terme yougoslave fait référence, dans ce texte, au concept de l'espace yougoslave, que l'on nomme aussi "ex-Yougoslavie". Il ne s'agit en aucun cas de cette "nouvelle Yougoslavie" (Serbie et Monténégro) encore appelée "troisième Yougoslavie" (en référence à la première de 1918 et la seconde de 1945), créée le 27 avril 1992. Il est d'ailleurs regrettable que les dirigeants du Monténégro et de la Serbie aient repris cette dénomination, la vidant de son sens. Cette appellation a pourtant joué un rôle historique important aux XIXe et XXe siècles, traduisant ainsi une volonté d'union des Slaves du sud en une seule nation, c'est-à-dire un concept basé sur l'union culturelle, politique et économique des hommes.
- 3 Lors de sa visite en Hongrie (en septembre 1991), le Pape prenait clairement la défense de ses "fils" croates: "Très chers fils croates, je vous assure encore une fois que je suis proche de vos légitimes aspirations. Et je renouvelle mon appel à la communauté internationale pour qu'elle vous aide dans cette heure difficile de votre histoire". Dans la même logique, le Saint-Siège reconnaissait les républiques de Slovénie et de Croatie le 13 janvier 1992.
- 4 Faisant cavalier seul (ou presque, avec le Saint-Siège), l'Allemagne avait annoncé son intention de reconnaître la Slovénie et la Croatie. Ce fut chose faite le 23 décembre 1991.
- 5 *Le Monde* du 22.6.93
- 6 Moshe Lewin, op. cit.
- 7 A titre d'exemples, citons l'exclusion des communistes réformistes Miko Tripalo et Savka Dabcevic-Kucar en novembre 1971, en Croatie ainsi que Marko Nikezic et Lainka Perovic en octobre 1972, en Serbie.
- 8 Sur le nationalisme consulter:
Catherine Lutard: "Expliquer la tragédie yougoslave. La genèse des nouveaux nationalismes" in *Etudes*, avril 1993, n° 3784 ;
Catherine Lutard "Structure nationale: complexité et danger. Genèse du citoyen yougoslave", *Etudes*, à paraître hiver 1993 - Bruxelles.
- 9 Dans la Fédération socialiste de Yougoslavie, la propriété (mobilier et immobilier, moyens de production, les sources de revenus d'intérêt public) était comptabilisée, non pas comme propriété d'Etat (conception trop anonyme, trop impersonnelle), mais comme "propriété sociale" (drustvena svojina) c'est-à-dire propriété de chaque citoyen, de tous les citoyens de la Fédération; la propriété était par conséquent "personnalisée" en quelque sorte. Selon l'article 12 de la Constitution de 1974, personne ne pouvait en disposer d'une manière individuelle.
- 10 Le parti fasciste oustachi croate était dirigé par Ante Pavelic de 1941 à 1945.
- 11 J'ai choisi d'adopter le concept de nationalisme post-communiste parce que c'est un nouveau nationalisme différent de celui du XIXe siècle. Sur ce sujet, voir mon article à paraître op. cit. - Bruxelles - décembre 1993
- 12 Consulter Catherine Lutard "Serbie et Croatie: des systèmes autoritaires", *Dialogue*, Paris, septembre 1993.